

"Le bloc de l'Est à la recherche d'une troisième voie" dans The Guardian (22 novembre 1989)

Légende: Le 22 novembre 1989, le quotidien britannique The Guardian détaille les efforts consentis par les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) pour sortir du modèle soviétique de société et pour progressivement à l'économie de marché.

Source: The Guardian. 22.11.1989. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Eastern bloc in search of a third way", auteur:Palmer, John , p. 23.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_bloc_de_l_est_a_la_recherche_d_une_troisieme_voie_dans_the_guardian_22_novembre_1989-fr-d422a9a9-ccfe-4fod-a04e-44d6bcoa66oe.html



Date de dernière mise à jour: 08/11/2016

Le bloc de l'Est à la recherche d'une troisième voie

John Palmer

Après le stalinisme de marché, l'heure de la démocratie sociale de marché semble avoir sonné en Europe de l'Est – ou du moins dans les pays qui se sont lancés dans la voie de la réforme économique et politique. Il existe une similitude remarquable entre les trajectoires politiques de la Hongrie, de la Pologne et de la RDA, tandis que la situation reste confuse en Bulgarie et dans la Yougoslavie fissipare.

Les nouveaux gouvernements dirigés par des communistes et tournés vers la réforme s'engagent dans une entreprise hasardeuse aux dimensions époustouflantes. Simultanément, ils démantèlent l'appareil de l'État staliniste, projettent leurs populations dans les rigueurs et les incertitudes de l'économie de marché et ouvrent la voie aux droits sociaux élémentaires et aux réformes démocratiques.

Les chances de gagner à ce jeu semblent bien lointaines. On commence à peine à comprendre toute l'étendue des crises économiques auxquelles sont confrontées la Hongrie, la Pologne et la RDA, et il existe un risque réel que l'effondrement de certaines économies de l'Europe de l'Est soit plus rapide que les réactions léthargiques du FMI ou même de la Communauté européenne.

Le risque d'une faillite financière immédiate en Hongrie et en Allemagne de l'Est découle du mouvement déjà amorcé en direction de la libéralisation économique. La suppression des contrôles sur les importations et les échanges internationaux en Hongrie, par exemple, a suscité une fuite des capitaux, et il existe des signes inquiétants d'une course aux institutions financières du pays par des créanciers étrangers.

On ne peut s'attendre à ce que la transition vers la propriété privée et la libéralisation des marchés dans une économie élargie produise des gains économiques à court terme. L'ironie du sort veut que l'agriculture hongroise semi-collectivisée se porte actuellement beaucoup mieux que l'agriculture polonaise largement privée, que la plupart des experts en visite désespèrent de rendre rentable sans déclencher un exode rural.

En attendant, les nouveaux gouvernements à Budapest et à Varsovie tentent de premiers efforts pour restructurer leurs industries manufacturières. La nécessité de réduire les demandes d'indemnisation des industries stalinistes superflues, la pression du FMI et les ambitions des investisseurs occidentaux privés aboutissent au même résultat – à des fermetures massives d'entreprises industrielles et à un taux chômage sans précédent dans ces pays.

En Hongrie et en Pologne, l'État staliniste et l'appareil du parti communiste ne revêtent plus une importance politique décisive. Les partis communistes encore existants ne sont pas en mesure, ni moralement, ni politiquement, de s'opposer à la tendance vers la libéralisation des marchés, tandis que les hiérarchies subsistantes du parti communiste sont souvent au moins aussi engagées en faveur d'une économie néo-libérale que leurs nouveaux partenaires au gouvernement.

L'aile du parti communiste hongrois favorable à la réforme – rebaptisée en parti socialiste – a eu beaucoup moins de succès dans sa recherche de l'appui des activistes que ses rivaux de la ligne dure des néo-staliniens. Ces deux formations seront probablement réduites à une minorité lors des élections parlementaires de l'année prochaine, en raison de l'appui populaire en faveur de la myriade de partis d'opposition.

Le plus important de ces partis est le Forum démocratique, parti des classes moyennes, profondément nationaliste et pro-clérical, mais qui s'est également attiré le soutien de fonctionnaires municipaux autrefois membres du PC. Ses principaux rivaux sont les Démocrates libres, qui rassemblent un vaste éventail de militants allant des libéraux adeptes de l'économie de marché aux sociaux-démocrates, et le parti des Verts en plein essor.

La différence entre la Hongrie et la Pologne, c'est qu'il n'y a pas de force représentant la classe ouvrière qui soit organisée de façon indépendante en Hongrie, bien que des premières mesures aient été prises pour

instituer des syndicats indépendants. En Pologne, en revanche, les syndicats de Solidarité rassemblent une masse puissante qui les suit dans les usines, même si le mouvement se désagrège progressivement.

À Varsovie, même les ministres proches de Solidarité reconnaissent en privé que la colère et la désillusion vont croissant parmi leurs sympathisants, au fur et à mesure que le niveau de vie se détériore et que les denrées alimentaires commencent à manquer. Par une manœuvre tactiquement astucieuse, Lech Walesa se tient à une certaine distance du gouvernement, ne serait-ce que pour influencer sur les événements si, comme il l'a annoncé publiquement, les troubles sociaux devaient prendre des proportions de guerre civile.

En Allemagne de l'Est, le Nouveau Forum et d'autres groupes commencent à se polariser sur de nouvelles lignes politiques. Certains cherchent à faire adopter à l'aile réformatrice du parti communiste au pouvoir une orientation plus social-démocrate. D'autres veulent lutter pour un troisième camp distinct, un socialisme fondé sur de nouvelles formes de programmes populaires démocratiques et sur la propriété sociale et coopérative – opposé à la fois au stalinisme et au néo-libéralisme de style est-européen.

Cette tentative pour créer un espace politique entre les deux idéologies européennes dominantes établit des liens entre des groupes tels que l'aile gauche du Nouveau Forum et les socialistes polonais, des sections des Verts hongrois et la Charte 77 tchèque. De plus, des contacts ont été établis avec la nouvelle gauche émergente en Union soviétique.

Il serait ridicule de prétendre que ces courants bénéficient de l'appui des masses ou qu'ils représentent les seules tendances tirant profit de la vague croissante de mécontentement qui déferle sur l'Europe de l'Est. Partout, on note des signes inquiétants d'une renaissance de l'aile droite nationaliste et même antisémite.

Ceux qui, à l'Ouest, placent tous leurs espoirs dans les bureaucraties réformatrices et leurs nouveaux alliés à Budapest, à Varsovie et ailleurs devraient être prêts à offrir un soutien bien plus important que tout ce qui a été envisagé jusqu'à présent. En effet, seules des ressources de l'envergure du plan Marshall peuvent assurer la survie des nouveaux gouvernements tournés vers la réforme.

Les problèmes soulevés par l'aide à l'Europe de l'Est ne peuvent qu'augmenter si le monde capitaliste occidental connaît une récession l'année prochaine. Toutefois, la combinaison d'une crise à l'Est et d'une récession à l'Ouest pourrait – éventuellement – faire pencher la balance politique en faveur de réponses réellement paneuropéennes à un défi paneuropéen.

Les éléments de cette stratégie paneuropéenne doivent être discutés de manière approfondie de toute urgence. La nouvelle gauche de l'Europe de l'Est, qui n'est pas entachée par les crimes du stalinisme et la fausse divinité du néo-libéralisme, et qui est favorable au non-alignement, à l'environnementalisme et à des formes innovantes d'organisation économique et sociale, pourrait être bien placée pour montrer l'exemple au reste de l'Europe.